

La Chine en Afrique : Diplomatie de l'endettement ?

Nathanaël T. Niambi

Central China Normal University (CCNU), Wuhan, China Email : tnniambi@live.fr
Article publié en anglais par Open Journal of Political Science, 2019, 9, 220-242 et traduit en français par Dr Nathanaël T. Niambi.

Comment citer cet article : Niambi, N. T. (2019). China in Africa: Debtbook Diplomacy? Open Journal of Political Science, 9, 220-242. <https://doi.org/10.4236/ojps.2019.91012>.

Copyright © 2019 by author and Scientific Research Publishing Inc. This work is licensed under the Creative Commons Attribution International License (CC BY 4.0).

Résumé

La dette publique est sûrement l'un des plus grands défis du 21^e siècle pour la majorité des pays africains. Pour ce continent à la population jeune et dynamique, il est compliqué d'aspirer au développement et à l'autonomie financière tant qu'il traînera une multitude de redevances sur le dos. Pourtant, ce mythe de Sisyphe à l'africaine a acquis une nouvelle dimension grâce au retour fracassant de la Chine. En effet, au cours de ces deux dernières décennies, on a vu Pékin s'impliquer davantage en Afrique au nom d'une certaine amitié sino-africaine et y occuper la place de premier partenaire commercial bilatéral (2009) au détriment des puissances occidentales.

Ce revirement de situation a créé de nouveaux contextes politiques et économiques oscillant selon les protagonistes (gouvernements, opérateurs économiques nationaux et internationaux, etc.) et les situations entre compétition et coopération. C'est dans cette optique que la diplomatie chinoise exercée en Afrique a tantôt été perçue comme une opportunité tantôt comme une calamité par les observateurs. C'est pourquoi certains chercheurs, n'y voyant qu'une forme de néocolonialisme, n'ont pas hésité à la substituer à une « diplomatie de l'endettement ». Et avec des médias ne mettant en avant que la partie émergée du problème, il s'avère donc facile de sombrer dans un symbolisme alarmant concernant la présence du dragon sur le continent africain. Cet article a pour objectif d'apporter une modeste contribution à la liste déjà prolifique des travaux réalisés dans le but d'éclairer les relations sino-africaines dans toute leur complexité par le biais d'une recherche qualitative (collecte, comparaison et analyse de documents, d'interviews, de rapports...).

Mots clés : Afrique ; Chine ; diplomatie ; endettement ; développement.

1. Introduction

Selon une vision réaliste des relations internationales, la guerre a toujours fait partie de l'histoire de l'humanité et l'anarchie constitue une composante permanente du système international (Thucydide, Machiavel, Hans Morgenthau, Kenneth Waltz, etc.). Et si les conflits existent depuis l'aube des temps, il en va de même pour la paix. Cette vision manichéenne se rapporte à la politique étrangère qui, malgré sa spécificité, est étroitement liée à la diplomatie. Ce qui souligne à la fois l'interdépendance et la complexité systémique des rapports entretenus par les États à travers le monde.

Ainsi, lorsque deux parties utilisent leur *hard power* pour survivre sur le champ de bataille de la scène internationale, on note irrémédiablement une transition menant à la détente. Ce processus est mis en place par la diplomatie. Toutefois, même si Thomas Hobbes considérera les relations internationales comme un État de nature qui demeure dans une insécurité constante en l'absence de Léviathan¹, ce cas de figure ne s'opère pas nécessairement après une période de conflit. D'où le *soft power* de l'État intervient. Comme l'énoncera Raymond Aron, les deux principaux personnages de l'Histoire des relations internationales sont l'ambassadeur et le soldat. Ils jouent un rôle important dans la politique étrangère de leur pays en employant respectivement le dialogue ou la violence².

Tout en gardant cela à l'esprit, il faudrait tout d'abord signaler que la diplomatie appartenant au champ de la paix et des processus de coopération a énormément évolué pendant le 20^e siècle qui a été le théâtre d'affrontements sanglants aux quatre coins de la planète notamment avec les deux guerres mondiales. À présent, dans une ère où les interactions se multiplient, la République Populaire de Chine est devenue le centre d'attention de tous les grands acteurs politiques internationaux grâce à son développement miraculeux dans plusieurs domaines. Finalement, la croissance économique ayant désormais émigré en Asie au 21^e siècle, nous avons assisté à la remontée spectaculaire de l'Empire du Milieu qui rêve de retrouver sa place d'antan de leader dans les affaires mondiales. Pour atteindre cet objectif, les Chinois ne se sont pas contentés d'ouvrir leurs frontières. Ils ont envoyé des ambassadeurs à travers le monde. Dans le cadre de cet article, nous nous appesantirons sur le cas de l'Afrique.

En une décennie, les Occidentaux, pourtant maîtres du navire, ont dû progressivement troquer leur chapeau de capitaine contre celui de passager. La Chine est maintenant aux commandes de plusieurs échanges avec les partenaires africains. Un retour sur le sol qu'ils avaient jadis foulé (les expéditions de Zheng He de 1405 à 1433) avec une nouvelle diplomatie obéissant à des critères spécifiques. C'est à partir de ce moment qu'a ressurgi le spectre du néocolonialisme. En effet, plusieurs voix parmi les anciens colonisateurs de l'Afrique se sont élevées pour accuser le géant asiatique de piller leurs colonies passées, de favoriser la pérennité des gouvernements oligarchiques et corrompus, de miner les efforts accomplis au niveau des droits de l'homme et d'endetter un continent qui peine déjà à se développer.

Toutes ces préoccupations ont donc dessiné de nouvelles pistes pour les chercheurs. À ce propos, nous distinguons deux principales factions. Celle qui affirme que la présence chinoise constitue un danger et celle qui considère qu'elle est bénéfique pour l'Afrique. Conséquemment, une pléthore de travaux et d'ouvrages sur la diplomatie chinoise a vu le jour. Et de nombreux

¹ Thomas Hobbes, *Leviathan or the Matter, Forme, & Power of a Common-wealth Ecclesiastical and Civil*, Andrew Crooke (Amazon Kindle), 1651.

² Raymond Aron, *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984, p.6.

experts l'ont récemment qualifiée de diplomatie de l'endettement. C'est dans cette optique que nous avons voulu nous pencher sur ce point qui soulève d'importantes questions de recherche. La dette africaine serait-elle en train de disparaître ? Ne serait-elle pas au contraire ravivée par la politique étrangère africaine de la Chine en ce 21^e siècle ? Quels sont les chiffres de la coopération entre la Chine et l'Afrique ? Plutôt que de soutenir les croyances populaires et de sauter à des conclusions hâtives et erronées, notre étude se propose d'exploiter d'anciens et de nouveaux faits. Une analyse qui commencera par évaluer la littérature disponible, puis s'étendra sur deux variables en relation avec l'endettement et le développement avant de proposer quelques résolutions économiques pour les pays africains.

2. Revue de littérature

La Chine a souvent été peinte comme une contrée lointaine, mystérieuse et parfois un peu effrayante dans les esprits d'une population africaine très croyante. En effet, force est de constater que certains préjugés ont la vie dure peu importe la période de l'Histoire ou le lieu où ils prennent racine. Le « moi » s'attache ainsi généralement aux premières impressions qu'il se fait de l'autre. Si le dragon, créature légendaire, représente la bête de l'apocalypse, l'incarnation de Satan dans le christianisme importé d'Occident, il n'en est rien pour l'Asie. En Chine, le dragon symbolise la vie et la puissance. Ces allusions bibliques semblent être détachées du sujet traité dans cet article, mais c'est pourtant plus ou moins de cette façon qu'on peut introduire les travaux de recherche sur la Chine en Afrique qui ont été réalisés au cours des deux dernières décennies. Beaucoup de ceux-ci sont moins objectifs qu'on ne le pense dans la mesure où les chercheurs ont abondé dans des directions opposées en mettant en exergue leurs sentiments personnels. Nous avons donc vu paraître des publications antichinoises et prochinoises selon le degré d'amour des auteurs pour le drapeau rouge. Sans conteste, écrivains, philosophes, scientifiques et même empereurs ont tous eu à parler au moins une fois publiquement de l'importance grandissante de Pékin. On se souviendra alors de la fameuse phrase de Napoléon Bonaparte qui fut reprise en 1973 par Alain Peyrefitte comme titre de livre : « Quand la Chine se réveillera... le monde tremblera »¹.

La fascination chinoise n'a cessé de croître au fur et à mesure que la globalisation n'a cessé de défigurer la géopolitique internationale. Ce qui explique l'intérêt suscité par la diplomatie chinoise en Afrique pour les chercheurs venant du monde entier. Nous pouvons citer par exemple : Jean-Raphaël Chaponnière, Jean-Pierre Cabestan, Thierry Pairault, Martine Bulard, Thierry Wolton, Serge Michel et Michel Beuret, Eric Nguyen, Waris Oyesina, Adama Gaye, Elizabeth Sidiropoulos, Henri Mova Sakanyi, Etanislav Ngodi, Julien Bokilo, Ian Taylor, He Wenping, Wang Duanyong, François Lafargue, Li Anshan, Deborah Brautigam, etc.

Toutefois, en ce qui concerne la diplomatie de l'endettement, la liste n'est pas longue, car le phénomène est encore récent. L'expression "Debtbook Diplomacy"² a été introduite pour la première fois par Sam Parker et Gabrielle Chefitz. Elle figure dans un article publié le 24 mai 2018 par le *Belfer Center for Science and International Affairs* à la *Harvard Kennedy School* : "Debtbook Diplomacy: China's Strategic Leveraging of its Newfound Economic Influence and the Consequences for U.S. Foreign Policy"³. Cet article décrit le projet chinois de la nouvelle route de la soie, encore appelé *la Ceinture et la Route*, comme un miroir aux alouettes pour les

¹ Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973.

² Nous la désignerons par « diplomatie du carnet de dettes » dans cet article.

³ Sam Parker and Gabrielle Chefitz, "Debtbook Diplomacy: China's Strategic Leveraging of its Newfound Economic Influence and the Consequences for U.S. Foreign Policy", *Harvard Kennedy School*, Working Paper, 2018.

États du Sud. En effet, selon cette analyse – appuyée par des événements et statistiques récentes – la diplomatie chinoise consisterait d’abord à offrir plusieurs prêts aux pays concernés. Ces grosses sommes permettraient ensuite de construire des routes, des infrastructures et d’accélérer le développement économique de ces zones oubliées. Mais les deux chercheurs s’efforcent à démontrer que la plupart de ces travaux ne sont pas économiquement viables pour les pays destinataires. Ce qui les empêcherait finalement de rembourser rapidement les dettes accumulées, d’où l’actuelle tendance à hypothéquer leurs droits sur des infrastructures géostratégiques qui sont généralement des ports. En d’autres termes, les deux chercheurs sont convaincus qu’il s’agit d’une forme de diplomatie du carnet de dettes qui profite le plus à la Chine qui gagne un réseau fiable pour ses approvisionnements et une influence politico-économique sur ses débiteurs. L’objectif serait ici de réduire l’influence occidentale (USA) dans le monde et surtout en Asie¹.

La diplomatie du carnet de dettes n’est pourtant pas une nouvelle tendance, car le 23 janvier 2017, Brahma Chellaney, un chercheur indien, utilisait une expression similaire pour désigner les prêts donnés par Beijing. Ce dernier a ainsi préféré parler de “Debt-Trap Diplomacy”² dans un article intitulé : “China’s Debt-Trap Diplomacy”. Il soutient également l’idée selon laquelle les leaders chinois se serviraient de leur diplomatie comme d’un outil économique : premièrement, pour satisfaire leurs besoins en matière de sécurité internationale dans certaines régions ; deuxièmement, pour affaiblir la souveraineté des états endettés³. Dans la même lignée, le *New Delhi Times* a également publié une étude se penchant sur le problème de la dette en Afrique : “Chinese Diplomacy, BRI and ‘Debt-Trap’ in Africa”. Celle-ci considère la dette comme un levier diplomatique utilisé par Pékin pour se faire rembourser en matières premières ; s’implanter sur le marché intérieur africain ; envoyer son surplus de main d’œuvre et délocaliser ses usines en difficulté en Afrique. Ce qui s’apparente pour la rédaction de ce journal à du néocolonialisme⁴.

Néanmoins, d’autres comme Lynley Donnelly ont un point de vue plus modéré sur la question de la dette africaine. C’est certes un problème sérieux pour tous les pays du continent, mais elle émet une certaine réserve à comparer les cas asiatiques aux cas africains. Dans son article : “Africa’s Debt to China Is Complicated”, elle rapporte les propos de Cobus Van Staden, un chercheur de la *South African Institute of International Affairs* : « une grande partie de la dette restante est détenue par des pays occidentaux et particulièrement par des prêteurs occidentaux privés »⁵. Des propos qui montrent que la dette africaine n’est pas l’apanage de la Chine. Cette théorie a notamment été éclairée par les chiffres et les statistiques de la *China-Africa Research Initiative* à la *Johns Hopkins School of Advanced International Studies*. Janet Eom, Deborah Brautigam et Lina Benabdallah apportent ainsi la preuve que la diplomatie du carnet de dettes ou diplomatie du piège de la dette attribuée à la Chine n’est pas entièrement responsable du surendettement en Afrique⁶.

¹ Sam Parker and Gabrielle Chefetz, “China’s Debtbook Diplomacy: How China Is Turning Bad Loans into Strategic Investments”, *The Diplomat*, May 2018.

² Nous la désignerons par « diplomatie du piège de la dette » dans cet article.

³ Brahma Chellaney, “China’s Debt-Trap Diplomacy”, *Project Syndicate*, January 2017.

⁴ New Delhi Times, “Chinese Diplomacy, BRI and ‘Debt-Trap’ in Africa”, October 2018.

⁵ Lynley Donnelly, “Africa’s Debt to China is complicated”, Mail & Guardian Online, September 2018.

⁶ Janet Eom, Deborah Brautigam, and Lina Benabdallah, “The Path Ahead: the 7th Forum on China-Africa Cooperation”, *SAIS- China-Africa Research Initiative*, Briefing Paper N ° 1, August 2018.

Bien que des auteurs tels que John Pomfret¹, Annie Wu², Matt Ferchen³, Erin Cook⁴, Tim Fernholz⁵ et d'autres ont traité des questions liées à la diplomatie de l'endettement, la littérature n'est pas encore abondante. Mais leurs travaux nous permettent déjà d'apprécier deux opinions. La première soutient l'idée que la Chine mènerait une diplomatie de la dette en Afrique tandis que l'autre – loin d'ignorer que les prêts chinois augmentent le niveau de la dette africaine – soutient que le problème de la dette en Afrique est une réalité complexe qui ne concerne pas que la Chine. Afin de comprendre tous les aspects liés à nos questions de recherche, nous allons commencer notre étude en analysant tous les genres de diplomatie de la Chine en Afrique qui ne seraient en fait que des dérivés de la fameuse diplomatie de l'endettement.

3. Une diplomatie de l'endettement à l'échelle de l'Afrique ?

*« Il y a deux manières de conquérir et d'asservir une nation,
l'une est par les armes, l'autre par la dette ».*
John Adams, deuxième Président des États-Unis de 1797 à 1801.

3.1 La Chine vue de l'extérieur : une diplomatie aux multiples facettes

La stratégie des 24 caractères encore appelée stratégie du « profil bas » (韬光养晦) fut adressée au peuple chinois par Deng Xiaoping (邓小平) en 1991 : « Observons avec calme ; garantissons nos positions ; gérons les affaires avec sang-froid ; cachons nos capacités et attendons notre heure ; sachons garder un profil bas et ne prétendons jamais au leadership. 冷静观察, 站稳脚跟, 沉着应付, 韬光养晦, 善于守拙, 绝不当头 »⁶. Cette recommandation aura porté ses fruits, vu que la Chine est désormais devenue l'économie phare du moment. Cependant, ce succès n'a pas toujours été bien accueilli partout dans le monde. En Afrique où elle a remplacé les partenaires traditionnels (Europe et États-Unis), on peut déceler une certaine peur et hostilité envers la Chine. En effet, la diplomatie africaine de la Chine symbolisée par le Forum de Coopération Sino Africain (FCSA) est une prouesse qui parvient presque à réunir l'ensemble du continent. Le septième sommet qui a eu lieu à Pékin le 3 et 4 septembre 2018 a donc mobilisé les chefs d'État et les représentants de 53 pays à l'exception de l'ex-Royaume du Swaziland officiellement rebaptisé eSwatini depuis le 19 avril 2018. Ce dernier était absent de l'événement triennal à cause de ses liens étroits avec la République de Chine. Nous tenons ainsi à rappeler que l'aide, les dons, les financements de la République Populaire de Chine ne sont accessibles qu'aux nations acceptant de rompre toute relation diplomatique avec Taïwan que Pékin considère toujours comme l'une de ses provinces depuis 1949.

Ce grand rendez-vous du tiers monde nous renvoie inexorablement dans les années 1960 où toutes les nations colonisées ou occupées se battaient côte à côte pour défendre leurs droits et leur souveraineté face à l'appétit vorace des puissances impérialistes et colonisatrices comme la France à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Principalement caractérisée par l'aide à ses

¹ John Pomfret, "China's Debt Traps Around the World Are a Trademark of Its Imperialist Ambitions", *Washington Post*, August 2018.

² Annie Wu, "South African Lawmakers Latest to Call Out China for 'Debt-Trap Diplomacy'", *The Epochtimes*, September 2018.

³ Matt Ferchen, "China, Venezuela, and the Illusion of Debt-Trap Diplomacy", *Carnegie-Tsinghua Center*, September 2018.

⁴ Erin Cook, "South Pacific Waking to China's 'Debt-Trap' Diplomacy", *Times of Asia*, September 2018.

⁵ Tim Fernholz, "Eight Countries in Danger of Falling into China's 'Debt Trap'", *Quartz*, March 2018.

⁶ <http://langlois.blog.lemonde.fr/2015/09/17/la-strategie-des-vingt-quatre-caracteres-1991/>

débuts, la diplomatie chinoise en Afrique servait surtout à isoler l'île de Formose qui perdra graduellement la reconnaissance et le soutien de l'Afrique du Sud en 1998, du Sénégal en 2005, du Tchad en 2006, du Malawi en 2008, de la Gambie et de Sao Tomé-et-Principe en 2016, et tout dernièrement du Burkina Faso en 2018¹. Ces changements pousseront les dirigeants de cette zone autonome – qui n'a jamais officiellement déclaré son indépendance – à accuser Pékin de pratiquer à la fois « la diplomatie du dollar² » et « la diplomatie du chéquier³ » en finançant des infrastructures prohibitives⁴. Nous pouvons donc retenir de ce flash-back que le continent occupait déjà à l'époque une place importante dans son plan de développement à long terme.

Quand les Européens ont préféré délaissé l'Afrique pour investir en Europe centrale et orientale, les Américains ont tout simplement fermé les yeux sur des économies qui avaient besoin d'argent. Ces partenaires traditionnels ont donc fait le choix de négliger cette zone qui représente quand même « 9,5 % des réserves mondiales de pétrole, 30 % des réserves minérales de la planète, 80 % des ressources en coltan, 90 % de platine, 50 % de diamant, 40 % de l'or, 45 % du cobalt, 23 % de l'antimoine et des phosphates, 17 % de cuivre et du manganèse, 15 % de la bauxite et du zinc et 10 % du chrome »⁵. Ces chiffres sont peut-être soumis à une évolution permanente, mais ils restent importants, peu importe la période. À cela s'ajoutent des terres arables, une classe moyenne et une clientèle grandissante peu exigeante. Afin de gagner ce marché prometteur où elle pouvait écouler sa marchandise, la Chine a monopolisé le domaine des infrastructures, car elle a compris que les Africains accordaient plus d'importance à ce qu'ils pouvaient voir et toucher. Ce choix a permis au dragon et à l'éléphant de se rapprocher encore plus.

Mais même si le dernier FCSA avait pour thème : « travaillons ensemble pour une communauté de destin et un développement commun », il n'en demeure pas moins que plusieurs critiques ont encore été lancées à l'encontre de la diplomatie chinoise. Ces allégations lui imputent la faute d'endetter/d'endetter de nouveau le continent africain selon les cas et de saper par la même occasion les efforts passés des institutions de Bretton Woods. Ces accusations ont récemment pris plus d'ampleur du côté de Washington qui mène une guerre commerciale contre Pékin. C'est sur cette toile de fond conflictuelle que l'administration de Donald Trump n'a cessé d'affirmer que les Chinois n'étaient pas de bons partenaires économiques pour l'Afrique. Se servant d'un rapport écrit par deux chercheurs de la *Harvard Kennedy School*, la maison blanche a ainsi déclaré que leurs rivaux investissaient massivement sur le continent pour garantir leurs propres intérêts. Naturellement, « dans leur stratégie de défense nationale en 2018, les Américains mettent en garde sur le fait que la Chine est en train de tirer profit de son économie prédatrice afin d'achever des objectifs à la fois régionaux et planétaires. Ce genre d'économie prédatrice est ce que les auteurs ont qualifié de « diplomatie du carnet de dettes », le levier coercitif de la dette qui lui permet d'acquérir des avantages stratégiques ou une influence politique sur les nations endettées »⁶.

¹ Jean-Raphaël Chaponnière, « L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalité et enjeux », *Alter. Économiques* (n°38), 2008, p.112.

² La diplomatie du dollar est une forme de politique étrangère utilisée à la base par les États-Unis qui se servait de son économie et de sa puissance militaire pour bénéficier de l'accès aux marchés internationaux notamment en Amérique latine et Asie orientale.

³ La diplomatie du chéquier désigne toute politique étrangère qui se sert de l'aide économique et des investissements entre les pays pour obtenir des intérêts d'ordre diplomatique.

⁴ Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. Oxford University Press, 2009, p.67-68.

⁵ Henri Mova Sakanyi, « La Chine en Afrique : grammaire d'un basculement géopolitique », *Dounia-CISRI*, L'Harmattan, 2010, p.118.

⁶ Sam Parker and Gabrielle Chefitz, *op.cit.*, p.3.

En 2017, des chercheurs et experts asiatiques soupçonnaient déjà le célèbre projet *la Ceinture et la Route* d'être un moyen d'endetter les pays les plus faibles qui étaient concernés. Brahma Chellaney, professeur des Études stratégiques au *New Delhi-Based Center for Policy Research*, a été le premier à assimiler les gros prêts chinois à une diplomatie de l'endettement ou encore diplomatie du piège de la dette. « Pour exemple, l'aéroport international de Mattala Rajapaska, qui a ouvert en 2013 près de Hambantota, a acquis la réputation d'être le plus vide au monde. C'est la même chose pour le port Hambantota Magampura Mahinda Rajapaska qui demeure inactif comme le port de Gwadar au Pakistan qui a coûté des milliers de dollars. Toutefois, pour la Chine, ces projets fonctionnent exactement comme ils le devraient : les sous-marins chinois d'attaque se sont amarrés deux fois dans les ports sri lankais, et deux vaisseaux de guerre ont rapidement été mis en service pour assurer la sécurité du port de Gwadar »¹. Selon lui, « tout comme les puissances impérialistes employaient la « diplomatie de la canonnière² », la Chine utilise des dettes souveraines pour soumettre les autres états à sa volonté »³.

Pour lancer les travaux du port Hambantota, la Chine a prêté au gouvernement 361 millions de dollars fixés aux taux du marché, mais après l'insuffisance des recettes générées, le pays a contracté une autre dette de 1,9 milliard de dollars pour l'améliorer et construire un aéroport à proximité. Incapable de payer cette somme, le Sri Lanka a finalement cédé la majeure partie de ses droits sur le port pour une période de 99 ans en 2017⁴. Cet exemple est devenu le plus utilisé lorsqu'il s'agit de faire passer la Chine pour une nation prédatrice œuvrant dans l'ombre pour étendre ses réseaux de communication et son influence dans des zones géostratégiques qui renforcent le collier de perles⁵. Évidemment, les Américains se sont empressés de comparer ces cas asiatiques à des cas africains.

Tableau 1 : Carnet de dettes-Ouest : le collier de perles

PAYS	Désirabilité pour la RPC	Importance pour les USA	Tendance des dettes à long terme	Progression du carnet de dettes	Balance des relations	Inquiétude générale
<i>Carnet de dettes-Ouest : Le collier de perles</i>						
Pakistan	3.5	5	4.5	4	4.5	4.3
Djibouti	3	4	5	5	2.5	3.9
Sri Lanka	4	2.5	4	4.5	4	3.8
Malaysia	5	3	2	3	4	3.4
Myanmar	4	3	3	3	4	3.4
Thaïlande	3	2.5	2	1	2	2.1
Kenya	2	2	2	1.5	2.5	2

Source: Sam Parker and Gabrielle Chefitz, "Debtbook Diplomacy: China's Strategic Leveraging of its Newfound Economic Influence and the Consequences for U.S. Foreign Policy", *Harvard Kennedy School*, Working Paper, 2018.

Dans le tableau ci-dessus, nous retiendrons que le chiffre de progression de la dette djiboutienne (5) est beaucoup plus élevé que celui du Kenya (1.5). Ce niveau a été atteint à

¹ Brahma Chellaney, *ibid.*

² La diplomatie de la canonnière se résumait à tirer depuis la mer au canon sur les côtes des états qui ne s'acquittaient pas de leurs dettes. Cette diplomatie était pratiquée pendant l'ère de Théodore Roosevelt pour protéger les intérêts américains à l'étranger par la menace de l'usage de la force.

³ Nyshka Chandran, "China's Using Cheap Debt to Bend Other Countries to Its Will, Academic Says", *CNBC*, 2017.

⁴ Sam Parker and Gabrielle Chefitz, *op.cit.*, p.9.

⁵ Terme employé par les Américains pour désigner la stratégie géopolitique qui consiste à assurer la sécurité de ses approvisionnements dans l'océan Indien.

cause du coût des infrastructures. On peut citer le port de Djibouti en Éthiopie et le port de Mombassa au Kenya qui ont nécessité des sommes importantes prêtées par la China Eximbank, la Banque de Développement de Chine (BDC), la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII) et des sociétés privées chinoises rattachées au gouvernement.

Pour aller plus loin, en Afrique centrale, la tendance serait de payer ce genre de travaux pharaoniques en pétrole et autres ressources naturelles sur de longues périodes. Cet argument est illustré par une approche mise en place par la China Eximbank qui est appelé : « financement angolais ». Celui-ci permet aux gouvernements africains de conclure des accords dans le cadre d'un programme d'infrastructures financé et réalisé par la Chine à condition de recevoir des permis d'exploitation de ressources pétrolières, gazières, minières ou agroalimentaires¹. Ces pays africains qui s'endettent de nouveau sans posséder de stratégie économique à long terme risquent donc d'être forcés à accepter des accords qui mettront en péril leur souveraineté et les condamneraient à ne jouer qu'un rôle de fournisseur de matières premières. Et ce scénario pourrait devenir réel s'ils continuent à multiplier les emprunts obligataires pour financer des projets inutiles ou secondaires. Prenons le cas du Gabon qui aurait emprunté 219 milliards de FCFA auprès des Chinois en 2015 afin de préparer la Coupe d'Afrique des Nations en 2017². Dans ce genre de situation, une fois que l'événement est terminé, les stades deviennent alors des monuments n'ouvrant leurs portes qu'à des activités sans grande envergure économique. Malheureusement, plusieurs dirigeants africains aiment souvent construire des édifices à leur nom sans se soucier des besoins réels de leurs populations. Nous pouvons citer en exemple la Nova Cidades de Kilamba en Angola qui a été construite par la China International Trust and Investment Corporation (CITIC). Il s'agit d'une ville fantôme dont les prix des logements ne correspondent pas à la réalité économique locale. Ce genre de construction conduit souvent les gouvernements à hypothéquer les matières premières dont leur pays dispose en ignorant que leurs successeurs et générations futures devront en pâtir.

Figure 1. Carte des stades Made in China



Source : Ibrahima Bayo Jr., « Diplomatie des stades : La Chine construit son image sur des pelouses », *Afrique, La Tribune*, 2017.

¹ Pierre Jacquemot, « Les risques de la relance de l'endettement en Afrique », *IRIS*, Mars 2018.

² <https://www.mays-mouissi.com/2016/04/13/gabon-reporter-dette-generations-futures/>

On peut constater sur cette carte que ce phénomène de stade n'est pas forcément sporadique. Construites ou rénovées, l'ensemble de ces infrastructures sportives se concentre surtout dans les pays riches en matières premières comme l'Angola (pétrole brut) ; le Gabon (pétrole brut) ; le Cameroun (pétrole brut) ; le Ghana (pétrole); le Niger (uranium); la Tanzanie (or) ; l'Afrique du sud (or) et la Mauritanie (minerai de fer) où la Chine se dispute la part du marché avec les États-Unis, mais aussi avec la France. Ce qui a également conduit certains experts à accuser la Chine de pratiquer « la diplomatie des stades » pour financer des éléphants blancs avec des termes d'emprunt relativement bas et accessibles. C'est dans cette optique que Sam Parker et Gabrielle Chefitz pensent que : « ces termes sont particulièrement attractifs pour les pays économiquement faibles qui n'ont pas la possibilité d'accéder aux financements étrangers et aux régimes corrompus et autoritaires qui cherchent à obtenir une certaine légitimité politique tout en s'enrichissant de façon personnelle. Ces politiciens ont tendance à signer des arrangements contractuels et financiers opaques sur des projets dont la viabilité économique est questionnable malgré le fait qu'ils savent qu'ils ne seront plus en service avant l'échéance de paiement »¹. Ces différentes diplomaties sont connectées à la dette africaine et peuvent être assimilées à la diplomatie de l'endettement qui inquiète le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM).

3.2 La dette africaine : raisons d'une augmentation

Dans la lignée de l'ex-président sud-africain Thabo Mbéki en 2006, Christine Lagarde, directrice en fonction du FMI a récemment déclaré aux partenaires de la Chine que les financements chinois ne devraient pas être considérés comme « un déjeuner gratuit ». Et le Directeur Général d'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), Ray Washburne de surenchérir : « Au lieu de leur donner du poisson, nous voulons leur apprendre à pêcher. Ils doivent apprendre à se tenir debout sur leurs deux pieds. Nous ne faisons donc pas des prêts ou des projets qui sont économiquement insensés »².

Les Occidentaux espèrent ainsi sensibiliser les Africains sur les risques de mener des affaires avec l'Empire du Milieu, car en 1996, ils lançaient l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). Ce programme avait été conçu pour réduire la dette des pays sous-développés. Les états africains devaient donc libéraliser leurs économies pour bénéficier de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) lancée en 2005 par le G8 de Glen Eagles. Les pays les plus sérieux jouissaient de l'annulation de leurs dettes auprès du FMI, de la BM et de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce qui leur permettait d'accéder à la fois aux Accords de Partenariats Économiques (APE) qui initient le libre-échange avec l'Union européenne et à l'African Growth and Opportunity Act (AGO) qui autorise l'exportation de certains produits africains vers le marché américain³. Cependant, cette aide et ces opportunités n'étaient accessibles qu'à ceux qui se pliaient à des conditions spécifiques établies lors du « Consensus de Washington »⁴.

L'accord de Cotonou qui régit la coopération entre l'Afrique et l'Union européenne jusqu'en 2020 est venu durcir le ton en multipliant les mesures d'austérité et les sanctions

¹ Sam Parker and Gabrielle Chefitz, *op.cit.*, p.4.

² Joe Bavier, "China Overloading Poor Nations with Debt, Top U.S. Official Says", *Reuters*, July 2018.

³ « Métamorphoses de la dette africaine : quatre mécanismes », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

⁴ Le consensus de Washington représente la diplomatie et le modèle de développement occidental incluant le libre-échange, la lutte contre la corruption, la transparence, les droits civiques, la démocratisation, la défense des droits de l'homme. Initialement écrit par John Williamson en 1990, le tout est un ensemble de mesures appliqué par le FMI et la BM qui sont soutenus par le Trésor américain.

économiques contre les états qui ne se soumettraient pas à la bonne gestion des affaires. En d'autres termes, il n'y aurait plus d'argent pour les « États voyous ». C'est ce qui explique en grande partie la raison pour laquelle les leaders africains sont montés sur le dos du dragon. Lassés de subir les pressions politico-économiques et d'essuyer fréquemment des guerres civiles à cause de l'ingérence occidentale dans leurs affaires internes, ils n'avaient pas d'autres choix sous la main. Ce sentiment d'être libre, mais enchaîné au vieil ordre économique mondial ne leur a jamais réellement permis d'accéder aux marchés internationaux.

L'arrivée de l'argent chinois sur la balance a constitué une véritable bouffée d'air pour plusieurs présidents africains qui ont été conquis par la diplomatie et la stratégie de développement chinoises. Elles étaient différentes et semblaient adaptées aux besoins du continent. On a alors parlé d'un « Consensus de Pékin »¹. En gros, la Chine ne désirait pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays africains. Se servant d'une histoire commune, elle a joué la carte de la nation opprimée qui s'est relevée et qui aiderait tous les pays dans le respect mutuel. Cet aspect est d'ailleurs présent à l'ère de Zhou Enlai. Au cours d'une tournée africaine de 3 mois effectuée entre 1963 et 1964, le Premier ministre chinois gagne la confiance des locaux lors d'un discours prononcé à Accra où il énumère les 8 principes fondamentaux de la diplomatie chinoise : égalité entre partenaires ; bénéfices mutuels ; respect de la souveraineté ; utilisation de dons et de prêts sans intérêts ; renforcement du bénéficiaire ; respect des obligations ; offre des meilleurs équipements fabriqués en Chine ; mêmes conditions de vie pour les coopérants chinois que celles de la population locale².

C'est donc sans surprise que la Chine est devenue le créancier préféré du continent qui avait beaucoup plus besoin d'argent que de leçons de morale paternalistes pour construire des infrastructures capables d'accompagner son développement. Depuis 2011, ces emprunts ont entraîné une augmentation des stocks nets moyens de la dette publique pour atteindre 53 % du PIB et plus en 2017 selon une étude de l'agence de notation Standard & Poor's. Rappelons qu'en 2000, les institutions internationales avaient quand même pu réduire les stocks nets de plus de 100 % du PIB à 24 % du PIB en moyenne en 2008 et à 18 % en 2011³. Pour nous, c'est en partie pour ces raisons que les occidentaux accusent la Chine de pratiquer une diplomatie de l'endettement dans plusieurs pays africains.

3.3 La dette africaine : un sujet qui fâche

Les accusations occidentales ont pris une certaine consistance lorsque le Premier ministre malaisien en visite à Pékin en 2018 a déclaré ne pas vouloir s'endetter auprès de la Chine pour financer des chantiers prévus pour les nouvelles routes de la soie. Mahathir Mohamad a refusé de s'engager dans un projet que son pays n'arriverait pas à payer et ne souhaite pas être une victime de « néocolonialisme ». Ce terme souvent utilisé par la presse européenne pour diaboliser les actions chinoises a donc refait surface. Et les Américains à l'affût du moindre faux pas du géant asiatique se sont emparés de l'affaire.

¹ Le consensus de Pékin représente la diplomatie et le modèle de développement proposé par les Chinois aux pays en voie de développement notamment l'Afrique. Elle inclut la non-ingérence, l'amitié, le respect mutuel, le développement structurel... L'idée d'un consensus s'opposant à celui de Washington a été émise pour la première fois par Joshua Cooper Ramo en 2004.

² Henri Mova Sakanyi, *op.cit.*, p.111.

³ Idriss Linge, « 13 ans après la bouffée d'oxygène du désendettement, comment l'Afrique s'est à nouveau laissée piéger », *Ecofin Hebdo*, N°44, Septembre 2018.

De l'époque où l'ex-Secrétaire d'État américaine Hilary Clinton visitait la Zambie en 2011 à celle où Rex Tillerson effectuait une tournée africaine en 2017 pour rattraper les propos injurieux du Président américain, Donald Trump, traitant les pays africains de « pays de merde », le message et le but n'ont pas changé : La Chine n'est pas fiable et son aide est perfide¹. En dernière analyse, la Chine ralentirait la manufacture africaine ; déverserait des produits de mauvaise qualité en Afrique ; exploiterait les travailleurs africains ; renforcerait le taux de chômage en important sa main d'œuvre ; détruirait l'environnement et l'écosystème africains en procédant à des activités industrielles et maraîchères abusives ou illégales ; pillerait les ressources naturelles ; encouragerait la corruption en marchandant avec des dictateurs et rachèterait même des terres pour néocoloniser l'Afrique. « Entre 2011 et 2017, les remboursements globaux de la dette ont atteint 1,6 milliards de dollars selon le FMI. Pour la période de 2018 à 2023, des observateurs et analystes des budgets africains estiment que ce service de la dette africaine atteindra une moyenne de 6,4 milliards de dollars »².

À présent que le tour de la question a été fait sur la fameuse diplomatie de l'endettement et ses possibles ramifications, il est temps de se demander si toutes ces accusations sont pertinentes. Avant de condamner la Chine et pour éviter de sombrer dans un unilatéralisme aveugle qui ne traite qu'un aspect du problème, nous allons à présent nous tourner vers ceux qui voient la diplomatie chinoise sous un angle différent. À cet effet, nous nous y référerons en termes de « diplomatie pour le développement ».

4. Une diplomatie pour le développement à l'échelle de l'Afrique ?

« Celui qui s'isole sur une île déserte n'a pas d'avenir. [...] La mer doit son immensité à l'affluence des cours d'eau ».

Xi Jinping (习近平), Président de la République Populaire de Chine, FCSA 2018.

4.1 Des accomplissements chinois incompris en Afrique

Entre 1978 et 2000, la Chine s'est repliée sur elle-même pour se concentrer sur son développement interne en adoptant un profil bas. C'est après cette période de retranchement qu'on l'a vue de plus en plus participer de façon active au processus de la mondialisation. Son influence économique et politique soutient désormais une nouvelle diplomatie se revendiquant d'année en année comme celle d'une superpuissance : « da guojia waijiao 大国家外交 ». Son retour en Afrique a fait naître les pires craintes, mais comme le dirait François Lafargue, la présence chinoise en Afrique est une réalité à nuancer³.

Si l'on se contentait de la théorie précédente, n'importe quel lecteur pourrait penser que la Chine est la seule à endetter l'Afrique du nord au sud. Et que l'Occident serait celui qui tente d'arrêter cette hémorragie financière par tous les moyens. C'est alors facile de désigner l'opresseur et le sauveur, mais quand on y réfléchit un instant, le continent africain était déjà endetté bien avant que les Chinois viennent y investir massivement. Si le FMI et la BM ont mis en place des programmes de restructuration pour les économies africaines, il serait honnête de

¹ Rex W. Tillerson, "U.S.-Africa Relations: A New Framework", *George Mason University*, Fairfax, VA, March 2018.

² Idriss Linge, *ibid.*

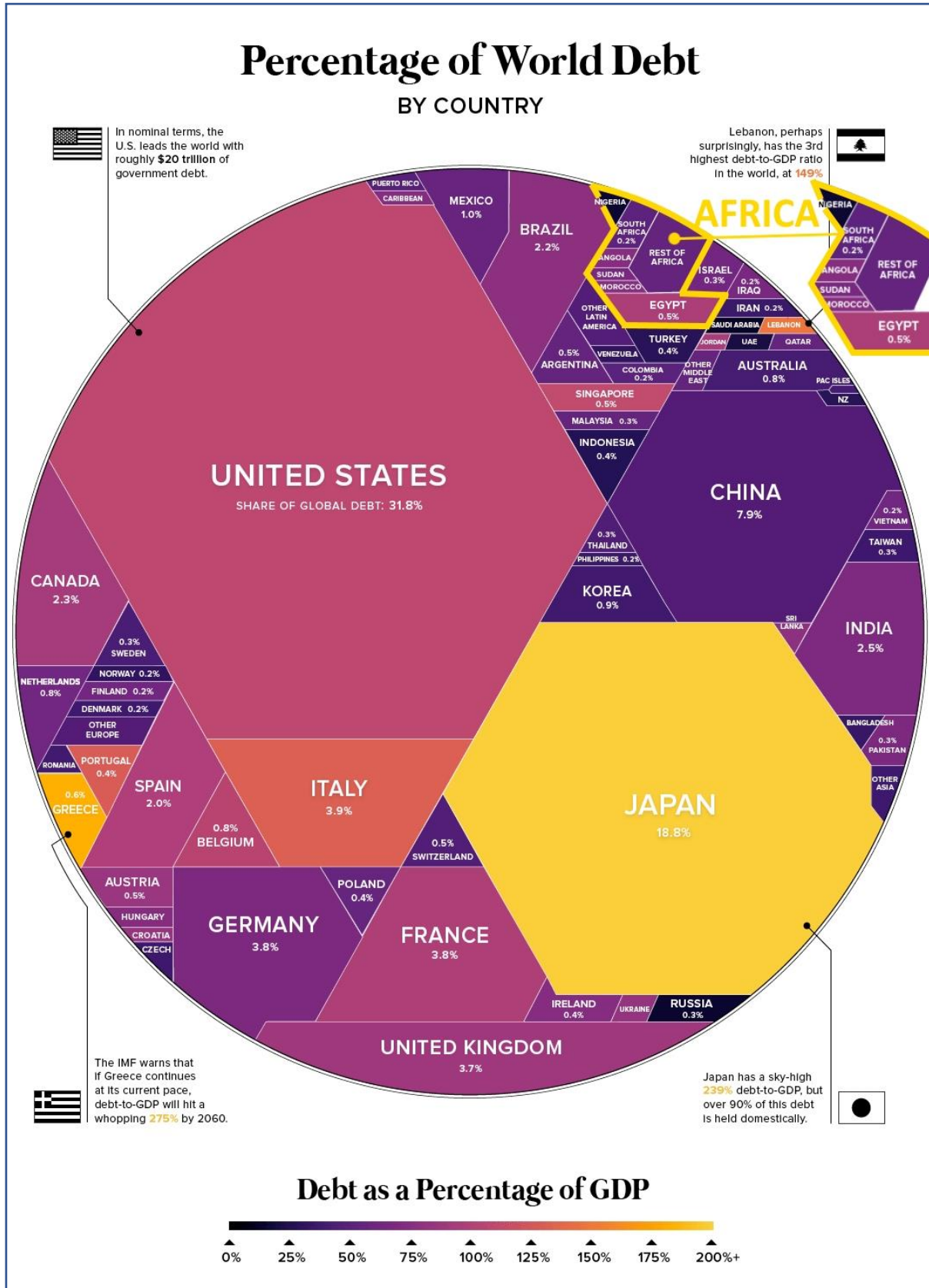
³ François Lafargue, « La Chine en Afrique : une réalité à nuancer », *Diploweb*, Août 2009.

signaler que c'est l'Europe et les États-Unis qui sont à l'origine de la dette. Ces deux institutions contrôlées par les Occidentaux ont contraint plusieurs pays à payer des sommes avec des taux d'intérêt élevés chaque année pour profiter des matières premières. Les nations qui prétendent vouloir protéger l'Afrique ne lui ont donc jamais réellement donné une chance de faire partie du paysage économique international.

Le 20^e siècle africain a été caractérisé par l'assassinat d'hommes politiques qui se battaient aussi pour la démocratie, la liberté économique et politique de leurs populations : Sylvanus Olympio (Togo, 1963); Cyprien Ntaryamira (Burundi, 1994); Richard Ratsimandrava (Madagascar, 1975); Thomas Sankara (Burkina Faso, 1987); Laurent-Désiré Kabila (RDC, 2001); Teferi Bante (Éthiopie, 1977); François-Ngarta Tombalbaye (Tchad, 1975); Mouammar Kadhafi (Libye, 2011) ... Qu'on épouse la thèse conspirationniste ou rationnelle, l'Occident a eu un rôle à jouer dans leur mort. Son ingérence politique a longtemps placé cette partie du globe à la merci des tensions et des coups d'État pour les pays qui désiraient devenir autonomes et se servir de leurs ressources naturelles pour se développer. C'est exactement pendant cette période que l'appareil médiatique d'outre-mer n'a cessé de répandre l'image d'une Afrique pauvre dans le monde entier. Les Africains s'entretuent entre eux, ce sont des tribalistes et des animaux. Des orphelins affamés, des femmes violées, des bâtiments en ruine à cause des guerres à répétition, les Africains sont maudits. Et l'Occident n'a cessé d'apporter son aide aux victimes par le biais de certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales. Là encore, il serait judicieux de rappeler que l'argent utilisé pour porter assistance aux zones sinistrées n'est qu'une infime partie de ce que l'Afrique paye chaque année. En d'autres termes, le continent donne sans jamais quasiment recevoir. Alors, quand on accuse la Chine de pratiquer une diplomatie de l'endettement en Afrique, il est plus que normal d'émettre de sérieux doutes. Même lorsque la théorie basée sur cette diplomatie suggère une situation catastrophique, il faudrait nuancer. La dette africaine n'est pas la plus alarmante à l'échelle mondiale si l'on tient compte du PIB par stock net (même s'ils sont parfois jugés peu fiables, ces chiffres peuvent nous permettre d'avoir une idée générale de la situation).

L'Afrique est placée en haut à droite. Elle se trouve entre le Brésil et l'Australie. Comme on peut le constater sur la figure ci-dessous, la part de la dette africaine mise dans un contexte mondial n'est pas aussi élevée qu'on voudrait le faire croire. Les États-Unis et le Japon sont les pays les plus endettés. Quant au continent africain, selon le baromètre de la dette, on peut remarquer que la majorité des redevances de cette zone se situent entre 50 % et 75 % du PIB tandis que quelques exceptions vont de 75 % à 100 % et frôlent dangereusement les 125 %.

Figure 2. La dette globale par PIB



Source : <http://www.visualcapitalist.com/63-trillion-world-debt-one-visualization/>

Tel que le Président chinois l'aura rappelé lors de son discours d'ouverture du FCSA 2018, aucun pays ne peut s'en sortir tout seul. L'industrie chinoise a besoin des matières premières pour maintenir son développement et la diplomatie chinoise a besoin du support des autres nations lors des grandes décisions prises aux Nations Unies pour asseoir sa politique étrangère. Compte tenu de cela, l'Afrique apparaît comme le continent capable de satisfaire ces deux besoins principaux. Entretemps, les Africains ont aussi besoin d'argent. Celui-ci doit servir à construire des équipements économiques et technologiques pour assurer leur émergence économique. Actuellement, jusqu'à preuve du contraire, les Chinois sont les seuls partenaires en mesure de pouvoir et vouloir octroyer de gros emprunts aux pays africains. Leur présence a certes augmenté les risques de crises financières dans certains pays, mais la liste n'est pas longue. L'Initiative de Recherche Sino Africain à la Faculté des Hautes Études Internationales (SAIS-CARI) à l'Université de John Hopkins apporte plus de précisions sur ce fameux carnet de dettes. Ils ont trouvé que : « les prêts chinois ne sont pas actuellement le contributeur principal du surendettement en Afrique. Il existe encore de nombreux pays qui empruntent de grosses sommes à la fois à la Chine et aux autres. Et il est certain que les engagements de prêts qui seront pris au niveau du FCSA tiendront compte du fait que la dette africaine s'alourdit »¹

Tableau 2 : Situation de la dette dans les pays africains

Pays	En situation de surendettement	Risque élevé de surendettement	Rôle de la Chine dans la composition de la dette	Autres facteurs du surendettement
Groupe 1 : Prêts chinois constituant une petite part de la dette				
Burundi		x	Seulement quatre petits prêts	Conflit lié à un effondrement économique
Cap vert		x	Détient moins de 2% de la dette	
République Centrafricaine		x		Conflit lié à l'effondrement économique
Tchad	x			Effondrement des prix du carburant, réponse politique tardive & réelle dépréciation
Gambie		x	Pas de prêts à partir de 2017	
Mauritanie		x		Effondrement des prix du carburant, réponse politique tardive & réelle dépréciation
Sao Tomé et Príncipe	x			
Soudan du sud	x			Conflit lié à un effondrement économique
Groupe 2 : Prêts chinois constituant une part plus importante de la dette				
Cameroun		x	Unique grand créancier qui détient moins 1/3 de la dette totale	
Éthiopie		x	12,1 milliards de dollars en prêts depuis 2000	Emprunts venant aussi du Moyen Orient, de la BM et d'autres pour une dette totale de 29 milliards de dollars
Ghana		x	Moins de 4 milliards de dollars en prêts	Dette externe totale approximative de 29 milliards de dollars
Mozambique	x		2.3 milliards en prêts	Dette totale au-dessus de 10 milliards de dollars

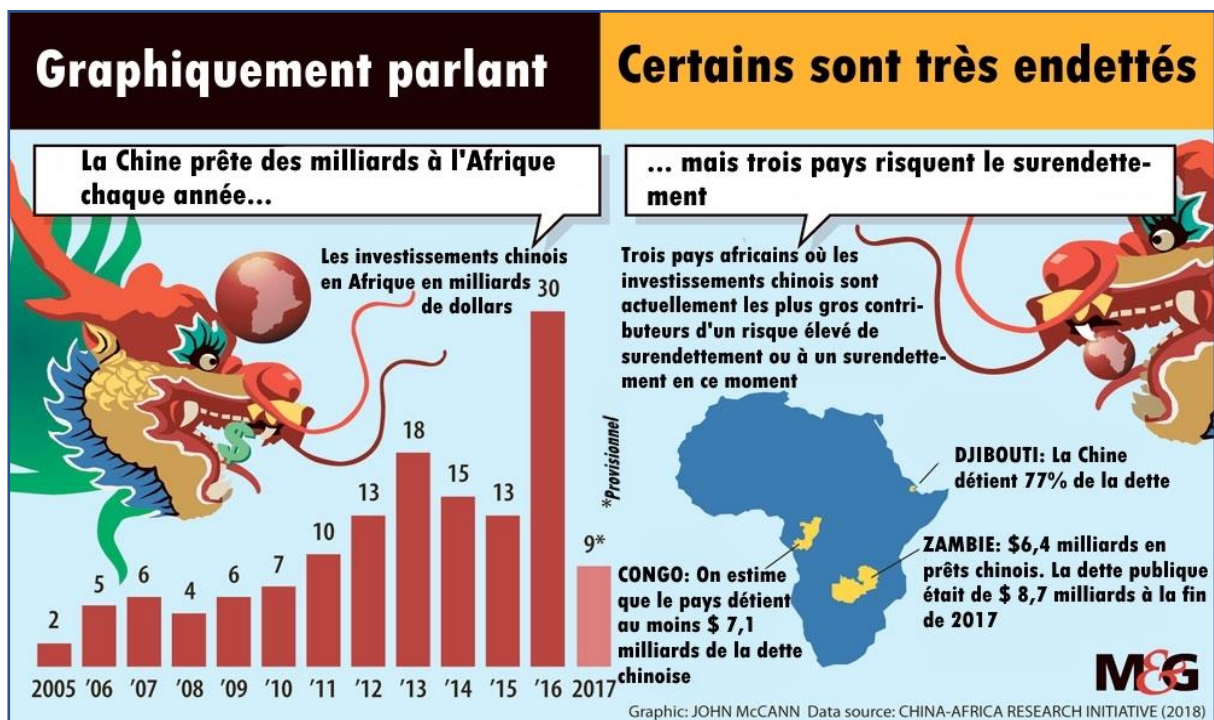
¹ Janet Eom, Deborah Brautigam, and Lina Benabdallah, *op.cit.*, p.1.

Soudan	x			Dettes équitablement divisées entre les créanciers du Club de Paris et les autres
Zimbabwe	x		Détient 23% de la dette	77% de la dette est détenue par le Club de Paris et les créanciers multilatéraux
Groupe 3 : Prêts chinois contribuant sérieusement à la dette/risque de surendettement				
Djibouti		x	Détient 77% de la dette	
République du Congo			Nous pensons que le Congo détient au moins 7,1 milliards de dollars dans la dette chinoise	
Zambie		x	6,4 milliards en prêts.	Stock de la dette à 8,7 milliards de dollars en fin 2017

Source : SAIS- China-Africa Research Initiative, Briefing Paper N°1, August 2018, p.3.

Premièrement, on retiendra que depuis l'année 2000, l'Éthiopie a emprunté au moins 12,1 milliards de dollars à la Chine tandis que sa dette auprès du Moyen-Orient, de la BM et autres a atteint 29 milliards de dollars. Deuxièmement, la dette extérieure ghanéenne est approximativement de 25 milliards de dollars, mais la part chinoise est inférieure à 4 milliards. Troisièmement, le constat au Mozambique est similaire. Les prêts chinois ne sont que de 2,3 milliards de dollars alors que la dette publique du pays est de 10 milliards. Même son de cloche au Cameroun où la Chine qui est pourtant le créancier principal du pays détient moins d'un tiers des dettes. Quatrièmement, pour le Zimbabwe, 77 % de la dette est détenue par le Club de Paris et les partenaires traditionnels. Selon ce groupe de chercheurs, les trois exemples les plus pertinents qui sont exposés à des risques de surendettement sont des pays où la Chine est le plus grand créancier. Une situation qui a été résumée par le journal Mail & Guardian à travers le graphique suivant.

Figure 3 : Le dragon en Afrique



Source : Mail & Guardian, graphique original en anglais par John McCann et données créées par SAIS-China-Africa Research Initiative, 2018

Le graphique nous montre clairement qu'en dépit du fait que la Chine prête plusieurs milliards de dollars à l'Afrique chaque année, nous comptons à peine trois pays qui frôlent le risque de surendettement. Nous avons tout d'abord la Zambie dont le stock de la dette était de 8,7 milliards de dollars en fin 2017 en précisant que le pays n'a emprunté que 6,4 milliards à la Chine. Ensuite, il est connu que les Chinois détiennent 77 % de la dette djiboutienne. Finalement, la dette congolaise auprès de la Chine demeure floue¹. Selon les dessins de John McCann, le dragon n'est donc pas aussi prédateur pour le continent qu'on voudrait nous le faire croire. En effet, le dragon de gauche porte l'Afrique sur sa tête et fait des investissements représentés par le symbole du dollar (\$) dans sa gueule. Le dragon de droite s'apprête à dévorer l'Afrique comme un prédateur, mais il faut remarquer que le continent est représenté de façon plus petite pour exprimer que la menace n'est pas grande (encore). En gros, les deux illustrations sont placées sous le signe de la prédation, mais le dragon de gauche se présente plus comme un partenaire de développement² tandis que celui de droite représente un risque.

Accuser la Chine d'accroître l'endettement africain, c'est aussi prétendre que la crise pétrolière internationale entre 2014 et 2016 n'a jamais existé. Cette récession a poussé de nombreux pays exportateurs de pétrole, qui comptaient sur la stabilité du prix de l'or noir, à renflouer leurs caisses avec des emprunts obligataires. Et la Chine se trouvait là au moment où les sanctions économiques du FMI et ses plans de restructuration contraignants bloquaient l'accès à l'argent. Alors, pour madame Xu Jinghu, représentante spéciale du gouvernement chinois pour les Affaires africaines, les raisons sont « complexes » en matière de dette. Quand on regarde de près les pays les plus endettés, la Chine n'est pas leur principal créancier : « Nous devons prendre en compte les fluctuations de la situation économique internationale qui a augmenté le coût du financement pour les pays africains, et la plupart d'entre eux dépendent des exportations de matières premières, dont le prix est tombé sur le marché international »³. Le Président sénégalais a également défendu la diplomatie chinoise en déclarant lors d'une conférence que tout ce qui était fait avec Pékin était maîtrisé et cela incluait la dette. Pour sa part, le Président sud-africain a évoqué que le plus grand achèvement du sommet sino-africain de 2018 était la volonté d'augmenter les exportations africaines à valeur ajoutée vers la Chine⁴.

En parlant de ce sommet, le Président chinois a également profité de l'occasion pour réaffirmer les « 5 non fondamentaux » qui régissent la politique étrangère de la Chine en Afrique à savoir : ne pas s'ingérer dans la recherche par les pays africains d'une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales ; ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures africaines ; ne pas imposer notre volonté à l'Afrique ; ne pas assortir nos aides à l'Afrique de conditions politiques quelconques et ne pas chercher des intérêts politiques égoïstes dans notre coopération avec l'Afrique⁵. Ainsi, plusieurs représentants officiels de chaque côté ont récemment tenté de clarifier la situation de la dette africaine. Et nous pensons que la raison cachée derrière cette offensive médiatique est d'éliminer une autre accusation plus grave qui serait directement en rapport avec la diplomatie de l'endettement. En effet, il est de plus en plus accepté que tout ce que fait la Chine en Afrique en ce moment conduirait plus à une nouvelle forme de colonisation plutôt qu'au développement, d'où notre intérêt pour le point suivant.

¹ Janet Eom, Deborah Brautigam, and Lina Benabdallah, *op.cit.*, p.2.

² Chris Alden, *China in Africa*, Zedbooks Ltd, second impression, p.5.

³ Ben Blanchard, Christian Shepherd, "China Says its Funding Helps Africa develop, not Stack Up Debt", *Reuters Beijing*, September 2018.

⁴ "At China-Africa Summit, Officials Dismiss Debt Criticism", *Al Jazeera and News Agencies*, September 2018.

⁵ "Xi Jinping's Speech at Opening Ceremony of 2018 FOCAC Beijing Summit", *Xinhua*, 2018.

4.2 La diplomatie de l'endettement promeut-elle le néocolonialisme en Afrique ?

Le terme « néocolonialisme » revient souvent dans les propos occidentaux quand il s'agit de la Chine. Lorsque Kwame Nkrumah le reprend pour la première fois dans un discours, c'était pour désigner la domination postcoloniale exercée par certaines puissances¹. La France en particulier a tenu un rôle important en Afrique pour maintenir des régimes politiques qui étaient favorables à ses multinationales dont la plus célèbre est Elf aujourd'hui rebaptisé Total. On peut définir le néocolonialisme comme étant la politique étrangère qu'une ancienne puissance impérialiste déploie dans une ou plusieurs colonies par le biais de leviers politiques, économiques et militaires qui lui permettent d'augmenter son influence et sa domination le plus longtemps possible. C'est dans cette optique que François Xavier Verschave affirme que : « L'Afrique a été divisée en pôle riche et pauvre afin de faciliter l'intervention complète du néocolonialisme. Aujourd'hui, des guerres éclatent fréquemment en Afrique. Pendant les quinze dernières années, le feu de la guerre a touché 32 des 53 pays d'Afrique. Entre 1950 et 1989, certains grands pays occidentaux ont fourni 15 milliards de dollars d'assistance dans les domaines militaire et éducatif africains, préluant aux conflits d'aujourd'hui. De 1991 à 1995, ils ont augmenté encore une fois l'assistance militaire envers 50 pays d'Afrique, se mêlant à quelques guerres régionales, causant des millions de morts et des millions de réfugiés. Parmi ces guerres et fléaux, où apparaît la Chine ? »².

La Chine n'a donc jamais pratiqué de colonisation en Afrique. Et compte tenu de leurs nouvelles grandes aspirations en politique étrangère, il est très difficile d'imaginer les Chinois saboter leur propre image nationale auprès des autres acteurs du système international. Toutefois, comme toutes les nations qui font la course à la puissance, il y a des risques qu'elle devienne hégémonique, mais c'est encore trop tôt pour tirer des conclusions à ce niveau. En Afrique, les Chinois sont là pour faire du business avec tout le monde. Si l'on compare les approches occidentales et chinoises en matière d'implantation économique, nous pouvons noter que les deux modèles proposent des services contre des matières premières. Alors, s'il y a une Chine néocolonialiste, il y aurait ipso facto une France néocolonialiste, une Amérique néocolonialiste et ainsi de suite. Le débat ne peut pas être mené en sens unique, car des entreprises comme Sinopec, Total, Chevron et autres ont quasiment le même mode opératoire sur le territoire africain. Néanmoins, Cyril Ramaphosa pense que « dans les valeurs qu'elle défend, de la manière dont elle opère et par rapport à l'impact qu'elle a sur les pays africains, le FCSA réfute toutes les possibilités d'un néocolonialisme qui prendrait place en Afrique comme nos détracteurs voudraient bien nous le faire croire »³.

Et selon Deborah Brautigam, les politiciens américains qui font partie de ces détracteurs n'ont encore rien compris à la présence chinoise en Afrique. Le groupe de recherche sino-africain dont elle est membre a découvert que les prêts chinois qui s'élèvent autour de 95,5 milliards de dollars entre 2000 et 2015 ont permis de financer des infrastructures qui ont grandement amélioré les conditions de vie des populations africaines et créé de l'emploi. En dehors de cela, ces chercheurs ont également passé trois ans à sillonner Madagascar, le Mozambique, le Zimbabwe et la Zambie pour déterminer si les informations selon lesquelles les Chinois chassaient des paysans africains et rachetaient leurs terres de façon excessive étaient

¹ Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism, The Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, Ltd., London, 1965.

² François-Xavier Verschave, *De la Françafrique à la Mafiafrique*, Tribord, 2004, p.9.

³ "South African President Rejects Claims of Chinese "Colonialism"", *CGTN Africa*, September, 2018.

fondées. Ce qui est vrai, c'est que les compagnies chinoises ne détiennent actuellement que 240, 000 hectares, soit 4 % des chiffres véhiculés par les médias¹.

D'après Walter Rodney, les buts d'une colonie sont d'augmenter l'influence de la mère patrie ; fournir des matières premières à la mère patrie ; fournir un marché pour l'écoulement des produits de la mère patrie ; fournir un espace où son peuple peut s'installer si la mère patrie est surpeuplée². De façon théorique, la diplomatie chinoise et son avancée économique s'assimilent à ces principes, mais de façon pratique, la Chine pose des actes qui les contredisent en partie sur le terrain. C'est ce qui explique la présence du Secrétaire général des Nations Unies en fonction, Antonio Guterres, au FCSA 2018. La Chine veut transmettre un message aux Occidentaux. Ce n'est donc pas par hasard que le Président chinois a renouvelé une enveloppe de 60 milliards de dollars pour le continent africain. Ce soutien financier se déclinera sous plusieurs formes et comprendra 15 milliards de dollars d'aides sans contrepartie, des prêts sans intérêts suivis d'annulation de dettes pour certains pays³. Ce sont là des actes qui s'opposent à la définition de base du néocolonialisme et s'apparentent plus à une diplomatie pour le développement.

4.3 Le développement africain : une responsabilité africaine

La diplomatie de l'endettement est l'une des grandes questions qui opposent l'Occident à la Chine. Après l'avoir explorée sous différents angles, nous allons à présent procéder à une analyse plus personnelle. À notre avis, la thèse soutenant que la Chine mènerait une telle diplomatie en Afrique est un château de cartes. Elle tombe en ruines après une recherche minutieuse. En effet, la plupart des accusations qui visent Pékin reposent en majorité sur des théories du complot et des suppositions. Le géant asiatique bouleverse les rapports de puissance, car il est financièrement plus fort que la France ou les États-Unis. De façon historique, ce n'est pas la Chine qui a endetté le continent africain pendant plusieurs années. Les hommes mentent, mais pas les chiffres. Il est vrai que la Chine investit et prête plus à l'Afrique que l'Occident, mais il ne faut pas oublier qu'elle le fait aussi beaucoup plus en Asie et partout ailleurs dans le monde. Les partenaires traditionnels le savent, mais voir une Afrique développée et une Chine plus puissante ne sert pas au mieux leurs intérêts nationaux. C'est pourquoi ils utilisent les derniers instruments de leur *soft power* dans les pays africains notamment la culture et la politique pour ralentir le rapprochement de ces deux zones en voie de développement. À fortiori, ce genre de manœuvres ont pour but à notre sens de maintenir l'ordre économique mondial actuel qui a plus tendance à enrichir les riches et à appauvrir les pauvres.

Nous pensons que la Chine est le partenaire économique le mieux adapté aux besoins africains, mais il ne faut pas oublier qu'elle cherche aussi et avant tout des avantages. Altruisme et philanthropie n'ont pas leur place dans le monde des affaires. Elles ne figurent pas non plus dans le monde diplomatique. Les Africains qui continuent à penser qu'ils seront sauvés sans participer au développement de leur pays se trompent lourdement et ne saisissent pas également l'essence de la présence chinoise. Il s'agit d'un bénéfice mutuel. La coopération Win-Win existe pour servir ce but. Mais si les états africains semblent encore incapables de profiter de la moitié (50%) des avantages liés à cette coopération, c'est parce qu'ils ont longtemps chanté comme des cigales pendant que leurs amis chinois continuaient à travailler comme des fourmis.⁴ Cette comparaison allégorique désigne tous ces pays africains qui n'ont pas pensé à

¹ Deborah Brautigam, "U.S. Politicians Get China in Africa All Wrong", *The Washington Post*, April 2018.

² Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, Black Classic Press, 2011.

³ "Xi Jinping's Speech at Opening Ceremony of 2018 FOCAC Beijing Summit", *Xinhua*, 2018.

⁴ Se référer à l'une des fables de Jean de La Fontaine : *La Cigale et la Fourmi*.

libéraliser et diversifier leurs économies pendant les périodes propices. Aujourd'hui encore, il est toujours difficile de savoir ce qu'ils cherchent réellement.

Il serait alors temps de déchanter. En tant qu'Africain, nous ne pouvons pas continuer à nous plaindre d'être dans une situation « gagnant-perdant » (Win-Lose) avec la Chine ou un autre partenaire étranger. Nous sommes les premiers responsables de notre développement. La Chine n'est donc pas le sauveur tant attendu par l'Afrique, mais elle crée à la fois compétition et coopération entre tous les partenaires présents sur le continent dans divers secteurs. Ce qui a pour conséquence immédiate de stimuler le développement économique. Ce qui n'a jamais réellement été le cas depuis la décolonisation. Quant aux accusations souvent lancées à l'encontre de Pékin, il faut être objectif. Une partie est certes vraie, mais nous pensons que la diplomatie chinoise obéit à une logique darwinienne. Elle s'adapte pour survivre. Les Chinois ont vécu reclus dans leurs pays pendant plusieurs siècles. Nous ne pouvons pas toujours leur en vouloir de parfois ignorer comment procéder avec les Africains. L'erreur est humaine et ils ne font pas exception à la règle. À chaque FCSA, malgré les critiques, ils font pourtant preuve d'un pragmatisme et d'un engouement que l'Occident n'a jamais montré face aux Africains à notre connaissance. Comme nous l'avons déjà signalé dans notre premier article¹, nous espérons que les Chinois travaillent lentement, mais sûrement pour faire de la coopération Chine-Afrique une cause plus prolétaire à travers des « investissements légitimes ». À ce sujet, madame Xu Jinghu a promis : « Nous serons très consciencieux. Nous ferons une étude de faisabilité complète avant de sélectionner un projet [...]. Il s'agira d'aider l'Afrique à renforcer sa capacité d'autosuffisance et d'éviter la dette »². Maintenant qu'ils sont animés de cette volonté, il serait très intéressant de voir ce qui va se passer durant les trois prochaines années avant le prochain sommet sino-africain.

Pour terminer, nous dirons que le sort des Africains repose principalement sur leurs épaules. À cet effet, nous proposons trois résolutions qui pourraient constituer des pistes de solutions. Pour bénéficier des rapports entretenus avec la Chine, l'Union Africaine – la plus grande institution sur les lieux – pourrait mettre en place une série de réformes auxquelles tous ses États membres devraient se plier. Nous conseillerons donc ici des réformes faites par des Africains pour des Africains :

- ❖ Première résolution : Tous les pays doivent lancer une vraie lutte contre la corruption au niveau des administrations locales et du commerce international. En effet, tant que la culture des pots-de-vin perdurera, les résultats du développement seront réduits ;
- ❖ Deuxième résolution : Assainir les caisses publiques dans tous les pays africains. Les gouvernements doivent apprendre à économiser pour leurs générations futures et éviter de dilapider leurs ressources pendant les périodes où le prix des matières premières est avantageux. Cette prise de conscience permettra de prévenir les crises financières et les implosions sociales meurtrières, car la paix sur toute l'étendue du territoire africain est la garantie d'attirer de plus en plus d'investisseurs ;
- ❖ Troisième résolution : Privatiser les institutions étatiques qui ne fournissent pas suffisamment de richesse locale. Dans le même ordre d'idées, l'état doit améliorer l'environnement des affaires et mettre en place des conditions équitables pour les petits tout comme pour les gros opérateurs économiques. Ce qui sous-entend des lois fiscales

¹ Nathanaël T. Niambi, "Bilateral Cooperation between China and Congo-Brazzaville: The Other Side of the Ledger", *Open Journal of Political Science*, 8, 227-238, 2018. doi: [10.4236/ojps.2018.83016](https://doi.org/10.4236/ojps.2018.83016).

² « Chine-Afrique : le Président sénégalais rejette les critiques sur la dette », *La Croix, aff*, 2018.

et douanières allégées, car nous avons personnellement constaté que les étrangers sont rois en Afrique. Ces derniers viennent quand ils veulent, vont où ils veulent et font ce qu'ils veulent dans des pays où la loi et des hommes d'État corrompus les protègent au détriment des locaux.

Enfin, les Africains doivent exiger plus de transfert de connaissances et de technologie de la part de tous les collaborateurs chinois à chaque fois qu'ils ont un partenariat. Ils doivent également sérieusement commencer à apprendre comment transformer et exploiter leurs matières premières pour ouvrir la voie à une grande ère d'industrialisation comme ce fut le cas lors de la révolution industrielle du 19^e siècle en Europe. Nous pensons sincèrement que si de telles résolutions étaient prises dans certains pays, il y aurait plus de travail et cela réduirait les flux migratoires des Africains qui tentent de traverser la méditerranée en espérant avoir une meilleure vie à l'étranger.

5. Conclusion

L'analyse de la dette africaine soutenue par les chiffres et les données obtenues par les chercheurs figurant dans cet article montre que les relations Chine-Afrique s'apparentent plus à ce que nous avons pris la liberté de nommer diplomatie pour le développement. Diplomatie **pour** le développement et non diplomatie **de** développement parce qu'elle favorise l'éclosion de nouvelles perspectives de développement pour les Africains. Toutefois, elle ne leur garantit pas obligatoirement un accès direct à ce développement. Il est certain que la Chine a une part de responsabilité dans la dette africaine, mais elle n'est pas la seule. Il faudrait éviter de la désigner comme la source de tous les problèmes. Les accusations qui portent sur ses mauvaises intentions à l'endroit du continent africain ne sont pas toutes véridiques. Pour nous, plusieurs de ces critiques sont plus basées sur la peur et la jalousie que sur l'objectivité. L'Occident a la mémoire sélective quand il s'agit de coopération. L'Histoire nous raconte que la France, les États-Unis et les autres pays européens ont entretenu et entretiennent toujours des relations avec des régimes africains qui sont loin d'être de parfaits modèles de démocratie parce que ces derniers leur permettent d'avoir accès aux matières premières. De son côté, la Chine fait pareil, mais en laissant une plus grande marge de manœuvre aux pays africains où elle intervient. L'accuser de vouloir tout détruire sur son passage sans preuves et sur la base de simples projections est tout simplement injuste.

Dans notre vision, la Chine et l'Afrique sont comme deux parties complémentaires à l'image du Yin et du yang décrits dans la philosophie chinoise. Si l'Afrique est à l'ombre du développement, la Chine est alors le soleil salvateur qui pourrait lui apporter la lumière. La grande question qui continue de flotter au bout de toutes les lèvres est de savoir si l'Afrique est prête à recevoir toutes les opportunités mises en place par la diplomatie chinoise, car même dans la complémentarité et le bénéfice mutuel, il semble toujours exister une certaine inégalité. Dans ce contexte à la fois compétitif et coopératif, comment les Africains comptent-ils tirer profit de leurs échanges économiques avec l'étranger ? C'est sûr que le continent va continuer à s'endetter auprès des bailleurs chinois. C'est obligatoire et inévitable. Néanmoins, cette situation ne durera pas éternellement, car on peut déjà noter un certain ralentissement à ce niveau. Pour une fois, l'Afrique est libre de choisir son propre modèle de développement afin de sortir de la pauvreté, mais si elle n'a aucune stratégie économique et diplomatique à long terme, le danger du surendettement est plus que possible. Dans ce cas, nous risquerions de voir la cigale frapper de nouveau à la porte de la fourmi pour lui demander de l'aide. Et tout le monde sait comment l'histoire se termine dans la fable de La Fontaine.

En définitive, cet article s'est juste cantonné à déterminer la place occupée par la Chine dans la dette africaine puisqu'elle a été accusée de mener une diplomatie de l'endettement à travers l'Afrique. Mais il serait finalement aussi très intéressant de se pencher sur des questions concernant les investissements directs étrangers (IDE) chinois sur le continent, leur utilisation, leur impact sur le développement et les différentes stratégies africaines qui sont employées pour rembourser toutes les dettes. Des questions qui restent également liées aux autres acteurs asiatiques comme le Japon, l'Inde, la Corée du sud, la Turquie et bien d'autres de nos jours.

Nathanaël T. Niambi

Remerciements

Le présent article n'est pas destiné à critiquer les gouvernements cités, mais plutôt à éclairer certaines zones d'ombre afin d'améliorer les relations Chine-Afrique. En tant qu'auteur, j'assume l'entière responsabilité du contenu de cet article. Néanmoins, je tiens à remercier les Professeurs, Thierry Pairault 裴天士 教授 (CNRS), Wei Hong 韦红 教授, Zhao Chang Feng 赵长峰 教授 (CCNU) pour leurs précieux conseils. Je suis également reconnaissant envers ma très chère amie Jurdyn Sumanting-Sillave, les Docteurs, Patrice Moundza, André Niambi (UMNG) et Louise Yang pour leur assistance continue dans mes recherches.

Références*

1. Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*, Fayard, 1973.
2. Annie Wu, "South African Lawmakers Latest to Call Out China for 'Debt-Trap Diplomacy'", *The Epochtimes*, September 2018.
https://www.theepochtimes.com/south-african-lawmakers-latest-to-call-out-china-for-debt-trap-diplomacy_2659230.html
3. Ben Blanchard, Christian Shepherd, "China Says its Funding Helps Africa develop, not Stack Up Debt", *Reuters* Beijing, September 2018.
<https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKCN1LK12G-OZATP>
4. Brahma Chellaney, "China's Debt-trap Diplomacy", *Project Syndicate*, January 2017.
<https://www.project-syndicate.org/commentary/china-one-belt-one-road-loans-debt-by-brahma-chellaney-2017-01>
5. Chris Alden, *China in Africa*, Zedbooks Ltd, second impression, 2008.
6. Deborah Brautigam, "U.S. Politicians Get China in Africa All Wrong", *The Washington Post*, April 2018.
<https://www.washingtonpost.com/news/theworldpost/wp/2018/04/12/china-africa/?noredirect=on>

*Certaines citations contenues dans cet article ont été traduites par l'auteur (Anglais-Français). Cette traduction n'est pas faite par un professionnel, mais elle reproduit de manière quasiment fidèle les citations d'origine.

7. Deborah Brautigam, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*. Oxford University Press, 2009.
8. Erin Cook, "South Pacific Waking to China's 'Debt-Trap' Diplomacy", *Times of Asia*, September 2018.
<http://www.atimes.com/article/south-pacific-waking-to-chinas-debt-trap-diplomacy/>
9. François Lafargue, « La Chine en Afrique : une réalité à nuancer », *Diploweb*, Août 2009.
<https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html>
10. François-Xavier Verschave, *De la Françafrique à la Mafrafrique*, Tribord, 2004.
11. Henri Mova Sakanyi, « La Chine en Afrique : grammaire d'un basculement géopolitique », *Dounia-CISRI*, L'Harmattan, 2010.
12. Ibrahima Bayo Jr., « Diplomatie des stades : La Chine construit son image sur des pelouses », *Afrique, La Tribune*, 2017.
<https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-02-24/diplomatie-des-stades-la-chine-construit-son-image-sur-les-pelouses.html>
13. Idriss Linge, « 13 ans après la bouffée d'oxygène du désendettement, comment l'Afrique s'est à nouveau laissée piéger », *Ecofin Hebdo*, N°44, Septembre 2018.
<https://agenceecofin.com/hebdop2/2505-57199-13-ans-apres-la-bouffee-d-oxygene-du-desendettement-comment-l-afrique-s-est-a-nouveau-laissee-pieger>
14. Janet Eom, Deborah Brautigam, and Lina Benabdallah, "The Path Ahead: the 7th Forum on China-Africa Cooperation", *SAIS- China-Africa Research Initiative*, Briefing Paper N°1, August 2018, p.3.
<https://static1.squarespace.com/static/5652847de4b033f56d2bdc29/t/5b84311caa4a998051e685e3/1535389980283/Briefing+Paper+1++August+2018++Final.pdf>
15. Jean-Raphaël Chaponnière, « L'aide chinoise à l'Afrique : origines, modalité et enjeux », *Alter. Économiques* (n°38), 2008.
16. Joe Bavier, "China Overloading Poor Nations with Debt, Top U.S. Official Says", *Reuters*, July 2018.
<https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKBN1K61YE-OZATP>
17. John Pomfret, "China's Debt Traps Around the World Are a Trademark of Its Imperialist Ambitions", *Washington Post*, August 2018.
https://www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2018/08/27/chinas-debt-traps-around-the-world-are-a-trademark-of-its-imperialist-ambitions/?utm_term=.035f98944e79
18. Kwame Nkrumah, *Neo-Colonialism, The Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, Ltd., London, 1965.
19. Lynley Donnelly, "Africa's Debt to China is complicated", *Mail & Guardian Online*, September 2018.
<https://mg.co.za/article/2018-09-14-00-africas-debt-to-china-is-complicated>

20. Matt Ferchen, “China, Venezuela, and the Illusion of Debt-Trap Diplomacy”, *Carnegie-Tsinghua Center*, September 2018.
<https://carnegietsinghua.org/2018/08/16/china-venezuela-and-illusion-of-debt-trap-diplomacy-pub-77089>

21. Nathanaël T. Niambi, “Bilateral Cooperation between China and Congo-Brazzaville: The Other Side of the Ledger”, *Open Journal of Political Science*, **8**, 227-238, 2018.
doi: [10.4236/ojps.2018.83016](https://doi.org/10.4236/ojps.2018.83016).

22. Nyshka Chandran, “China’s Using Cheap Debt to Bend Other Countries to Its Will, Academic Says”, *CNBC*, 2017.
<https://www.cnbc.com/2017/12/22/one-belt-one-road-china-loans-are-debt-bondage-says-brahmachellaney.html>

23. Pierre Jacquemot, « Les risques de la relance de l’endettement en Afrique », *IRIS*, Mars 2018.
<http://www.iris-france.org/108264-les-risques-de-la-relance-de-lendettement-en-afrique/>

24. Raymond Aron, *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984.

25. Rex W. Tillerson, “U.S.-Africa Relations: A New Framework”, *George Mason University*, Fairfax, VA, March 2018.
<https://sn.usembassy.gov/secretary-state-rex-w-tillerson-remarks-george-mason-university-march-6-2018/>

26. Sam Parker and Gabrielle Chefitz, “Debtbook Diplomacy: China’s Strategic Leveraging of its Newfound Economic Influence and the Consequences for U.S. Foreign Policy”, *Harvard Kennedy School*, Working Paper, 2018.
<https://www.belfercenter.org/sites/default/files/files/publication/Debtbook%20Diplomacy%20PDF.pdf>

27. Sam Parker and Gabrielle Chefitz, “China’s Debtbook Diplomacy: How China Is Turning Bad Loans into Strategic Investments”, *The Diplomat*, May 2018.
<https://thediplomat.com/2018/06/chinas-debtbook-diplomacy-how-china-is-turning-bad-loans-into-strategic-investments/>

28. Tim Fernholz, “Eight Countries in Danger of Falling into China’s ‘Debt Trap’”, *Quartz*, March 2018.
<https://qz.com/1223768/china-debt-trap-these-eight-countries-are-in-danger-of-debt-overloads-from-chinas-belt-and-road-plans/>

29. Thomas Hobbes, *Leviathan or the Matter, Forme, & Power of a Commonwealth Ecclesiastical and Civil*, Andrew Crooke (Amazon Kindle), 1651.

30. Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, Black Classic Press, 2011.

31. “Xi Jinping’s Speech at Opening Ceremony of 2018 FOCAC Beijing Summit”, *Xinhua*, 2018.
http://www.xinhuanet.com/english/2018-09/03/c_129946189.htm

32. « Stratégie des 24 caractères 韬光养晦 ». <http://langlois.blog.lemonde.fr/2015/09/17/la-strategie-des-vingt-quatre-caracteres-1991/>
33. « Gabon : la dette transmise aux générations futures ». <https://www.mays-mouissi.com/2016/04/13/gabon-reporter-dette-generations-futures/>
34. « Métamorphoses de la dette africaine : quatre mécanismes », *Le Monde diplomatique*, mai 2015. <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/05/A/52951>
35. “United Nations of Debt”. <http://www.visualcapitalist.com/63-trillion-world-debt-one-visualization/>
36. “At China-Africa Summit, Officials Dismiss Debt Criticism”, *Al Jazeera and News Agencies*, September 2018. <https://www.aljazeera.com/news/2018/09/china-summit-african-leaders-dismiss-debt-criticism-180904145150751.html>
37. “South African President Rejects Claims of Chinese “Colonialism””, *CGTN Africa*, September, 2018. <https://africa.cgtn.com/2018/09/04/south-african-president-rejects-claims-of-chinese-colonialism/>
38. « Chine-Afrique : le Président sénégalais rejette les critiques sur la dette », *La Croix, afp*, 2018. <https://www.la-croix.com/Monde/Chine-Afrique-president-senegalais-rejette-critiques-dette-2018-09-04-1300966190>
39. “Chinese Diplomacy, BRI and ‘Debt-Trap’ in Africa”, *New Delhi Times*, October 2018. <https://www.newdelhitimes.com/chinese-diplomacy-bri-and-debt-trap-in-africa/>